

M. Stevens: Si nous voulons accroître nos exportations surtout dans le domaine des produits manufacturés, il est indispensable que nos petits fabricants obtiennent une aide spéciale sous forme de prêts pour l'expansion des exportations et que nous ne la réservions pas à quelques favoris sans doute beaucoup plus capables de se débrouiller que certaines petites compagnies. Je tiens à insister sur le fait qu'à notre avis, il est nécessaire que le gouvernement coordonne ses programmes, et explique d'une façon ou d'une autre à la nation, en tout cas à la Chambre, dans quelle mesure le monde des affaires y participe.

A ce sujet, le 28 mai dernier, comme en fait foi la page 6212 du hansard, le député de Vaudreuil (M. Herbert), partisan du gouvernement à ses heures, a nommé 20 organismes fédéraux et agences connexes qui s'occupent directement de notre commerce à l'exportation. Il a mentionné chacun d'eux en signalant son incidence sur le commerce. Il a précisé qu'il agissait ainsi dans l'espoir que le ministre de l'époque, l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources lui répondrait et expliquerait exactement comment leur travail est coordonné pour favoriser leur expansion dans le pays. Pour autant que je sache, le député attend toujours cette explication, que ce soit de la part de l'ex-ministre ou de l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce. C'est inadmissible!

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était imparti est écoulé. Il ne pourra poursuivre qu'avec le consentement unanime. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

M. Stevens: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Je remercie les députés d'avoir l'obligeance de m'accorder quelques minutes supplémentaires. En résumé, pour répondre à la motion à l'étude, il est urgent que le gouvernement annonce tout d'abord quels stimulants il envisage de fournir pour accroître la productivité dans notre pays. Deuxièmement, il est indispensable qu'il étudie au moins la question du libre-échange. Discutons-en. Tenons des consultations fructueuses d'un bout à l'autre du pays sur les avantages et les inconvénients du libre-échange.

Il est indispensable que le gouvernement annonce une stratégie industrielle pour le pays, stratégie qui sera sans doute mise au point de concert avec les provinces, le monde ouvrier, l'industrie, le monde des affaires et les associations de consommateurs. Nous ne pouvons nous contenter d'une déclaration comme celle faite le 28 mai par l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce—ainsi qu'en témoigne la page 6208 du hansard où il a déclaré:

... je ne crois pas possible de mettre au point un plan d'ensemble irréprochable, une sorte de stratégie industrielle pour le Canada. Je pense au contraire, comme le gouvernement, qu'il faut procéder industrie par industrie.

Le résultat prouve que cela ne marche pas. Notre déficit commercial augmente. Le temps est venu d'adopter une stratégie industrielle. Et il est temps aussi de s'occuper un peu plus de recherche et de développement, afin que nos usines et toute notre industrie améliorent leur productivité par rapport aux autres pays et aux sociétés étrangères.

Il est temps que l'on abolisse toutes les désincitations à la production agricole. Il faut cesser de demander à nos producteurs, à nos agriculteurs et à nos pêcheurs de ne pas

Subsides

produire. C'est l'État qui devrait vendre leurs produits. Il est essentiel que la nation s'habitue aux échanges commerciaux, qu'elle comprenne que notre avenir passe par les échanges internationaux. Il va donc nous falloir un meilleur réseau de transports, pour que nous puissions mieux vendre nos produits à l'étranger. Il faut demander à la Société pour l'expansion des exportations de favoriser les petits hommes d'affaires, et non pas les quelques privilégiés qu'elle a toujours choyés jusqu'ici.

Finalement, il est temps qu'on laisse baisser le dollar canadien et les taux d'intérêt. Le gouvernement a commis la bévue impardonnable d'avoir des taux d'intérêts supérieurs de 2 à 3 p. 100 à ceux de la plupart des autres pays. C'est frapper les petits propriétaires et les consommateurs contraints de recourir au crédit pour s'équiper. En soi, cela n'était pas nécessaire. Ce qui a rendu la chose nécessaire, c'est l'incompétence du gouvernement, qui essaie de combler un déficit commercial de l'ordre de 5 milliards en empruntant à l'étranger à des taux d'intérêt élevés. Il n'est pas nécessaire que cela dure. Il faut y mettre un terme, pour préserver l'avenir.

L'Orateur suppléant (M. Turner): La parole est au député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton).

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Sauf votre respect, n'est-il pas d'usage à la Chambre que les jours réservés à l'opposition, le motionnaire parle d'abord, puis les premiers orateurs des autres partis, avant le deuxième orateur du parti qui présente la motion?

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) sera le prochain orateur. La parole est au député de Qu'Appelle-Moose Mountain.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, en exposant l'attitude de l'opposition, le député de York-Simcoe (M. Stevens) a cité certains chiffres fondamentaux qui indiquent le déclin de la situation commerciale du Canada. J'aimerais profiter de cette occasion pour décrire ce qui, à mon avis, constitue l'ensemble de la situation à laquelle les Canadiens font face à l'heure actuelle. La motion contient deux sujets principaux. Le premier est l'activité commerciale du gouvernement, et le deuxième concerne la productivité de notre industrie, y compris celle du gouvernement.

J'aimerais dire tout d'abord que le Canada qui compte tellement sur le commerce mondial doit établir sa politique en se rappelant la place que notre pays occupe dans le monde. Ceux d'entre nous qui se penchent sur la question depuis bien des années savent que le monde se dirige tout droit et très rapidement vers l'ère des denrées. Au cours des deux siècles derniers, le monde a été dominé par la puissance militaire d'un pays ou d'un groupe de pays. Il y a eu l'époque de la dissuasion de la puissance d'attaque nucléaire. Nous traversons non pas une époque d'impérialisme, mais une époque où tous les habitants de tous les pays se rendent compte que les autres peuples veulent avant tout satisfaire d'une façon quelconque leurs besoins ordinaires. Ces besoins ordinaires sont les mêmes pour tous les pays, y compris le Canada. Le premier, c'est l'alimentation, le deuxième, le logement et le troisième, les soins d'hygiène essentiels.